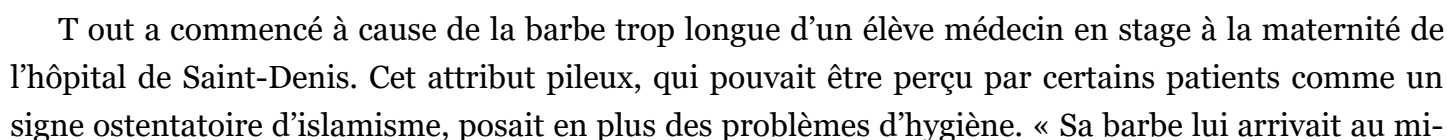


À L'ÉCOLE, AU TRAVAIL, À L'HÔPITAL...

Hôpital Est-il admissible que du personnel ne respecte pas la loi ?



lieu de la poitrine, s'indigne le docteur Ghada Hatem, alors chef du service. Je lui ai expliqué qu'elle n'était pas compatible avec les exigences de son futur métier. Mais il nous disait que c'était pour faire plaisir à sa femme. » Suspendu par la maternité, l'externe barbu a néanmoins reçu le soutien de l'université de Bobigny, où il poursuivait sa formation : la loi autorise en effet le port du voile et des barbes aux élèves de l'enseignement supérieur. Le bras de fer entre les deux institutions a duré six mois, durant lesquels l'université n'a plus envoyé d'externes à la maternité. « Nous avons fini par définir dans le livret d'accueil de l'étudiant hospitalier que les barbes ne devaient pas dépasser 4 centimètres. Et ça s'est arrangé », se désole le docteur Hatem.

L'anecdote pourrait prêter à sourire : imagine-t-on ce médecin surdiplômé en train de cogiter sur la longueur appropriée de la barbe ? Mais cette histoire, qui remonte à deux ans, est symptomatique des multiples questionnements qu'entraîne l'application de la loi sur la laïcité à l'hôpital. Ils ont été exprimés par les patients dès les années 1990. Aujourd'hui, ils sont, en plus, le fait des personnels hospitaliers. La règle est pourtant claire : ces derniers ont un strict devoir de neutralité qui interdit en particulier le port du voile, jugement confirmé par la Cour européenne des Droits de l'Homme en novembre 2015. Mais, dans les faits, la remise en cause de l'interdiction est permanente.

Ce n'est pas un hasard si l'Observatoire sur la Laïcité a placé les règles s'appliquant au personnel soignant en tête de son rapport sur « la gestion du fait religieux dans les établissements publics de santé » l'an passé. Les cas que l'Observatoire rapporte sont multiples : une chirurgienne d'un CHU garde son foulard lors de ses visites postopératoires ; un agent hospitalier refuse de serrer la main d'une femme ; un brancardier insiste auprès d'une infirmière pour qu'elle respecte le ramadan. « Je demande systématiquement aux aides-soignantes d'enlever leur voile. Mais je sais bien qu'elles le remettent dès que j'ai le dos tourné », soupire le docteur Félicia Joinau-Zoulovits, responsable du diagnostic anténatal à la maternité Angélique du Coudray de Saint-Denis. Il suffit en effet de se promener dans les couloirs de

cet établissement, l'un des plus importants de France – 4 500 naissances par an –, pour croiser une infirmière coiffée d'un foulard plus ou moins bien dissimulé par une charlotte réservée normalement au bloc opératoire ; ou une aide-soignante aux manches couvrantes et au col roulé dépassant de la blouse, ce qui est également proscrit.

Aucun audit ne permet de mesurer l'ampleur ou la nature de ces revendications religieuses. Seule une étude, menée en 2015 par la Fédération hospitalière de France, dresse un tableau parcellaire (voir encadré). Il faut donc s'en tenir aux témoignages. Ceux recueillis à la maternité de Saint-Denis en sont un parfait condensé : elle reçoit des populations de soixante origines différentes, dont une majorité de confession musulmane.

Directeur de la maternité de 1997 à 2012, le docteur Daniel Rotten s'est retrouvé aux premières loges. Aujourd'hui retraité, cet homme à la stature imposante et aux gestes mesurés raconte : « Je n'avais pas été formé à la laïcité. J'ai donc dû me débrouiller seul avec le texte réglementaire. » Encore fallait-il savoir ce que disait la loi. « Après 1989 et la première affaire du voile, il y a eu quinze ans de flottement durant lesquels les services de l'Etat ont hésité à appliquer ce qui est pourtant écrit dans la Constitution : la loi religieuse ne saurait primer sur la loi civile », souligne Guylain Chevrier, formateur auprès des personnels hospitaliers. Ce n'est qu'en 2007 qu'une « charte de la laïcité dans les services publics » a été édictée par Dominique de Villepin, Premier ministre. Et encore : cette charte, qui tient sur un feuillet recto verso, était loin de répondre à tous les cas de figure.

Daniel Rotten a donc fait appel à un psychologue pour aider ses équipes à rédiger leur propre texte, finalisé en 2009. Principal problème soulevé : le refus d'être examiné par un homme. La loi incite les services à s'adapter, dans la mesure de leurs moyens. « Certains de mes confrères l'ont interprétée en organisant deux tours de garde, dont l'un exclusivement féminin », dénonce le docteur Rotten. La maternité de Saint-Denis a fermé la porte à la négociation : « On ne peut pas choisir ou refuser un médecin », est-il écrit dans sa propre charte. Aux urgences, situées au premier étage, Samira, infirmière en poste depuis dix-sept ans, estime qu'il lui arrive encore une fois par mois, en moyenne, d'être confrontée à des demandes insistantes : « On conseille aux couples qui veulent choisir leur praticien d'aller dans des cliniques privées. Souvent, ils s'en vont, preuve qu'il n'y avait pas vraiment d'urgence. Mais parfois ça fait vraiment pitié : comme cette dame enceinte de cinq mois qui saignait beaucoup et que son mari a obligé à partir », raconte-elle.

En cas de crise, les cadres de la maternité sont appelés en renfort. « Ces jusqu'au-boutistes sont moins nombreux qu'on ne le pense, mais ils nous prennent énormément d'énergie. Mon pire souvenir est celui de cet homme qui menaçait d'appeler tous ses copains de la cité car le médecin au chevet de sa femme était un homme. Un quart d'heure plus tard, j'avais son cousin dans la salle d'accouchement. Il a fallu appeler les flics », dénonce le docteur Ghada Hatem.

La charte de la maternité de Saint-Denis rappelle aussi aux femmes en niqab – cette tenue couvrant le visage et le corps, au demeurant interdite dans l'espace public – qu'elles ne pourront être soignées ou piquées à travers leur voile. La charte souligne enfin que « les équipes médicales ont l'obligation légale de pratiquer les actes nécessaires en cas d'urgence ». Avec la montée des intégrismes religieux, est en effet apparue une augmentation des refus de soins, et en particulier des césariennes de la part des croyants évangélistes originaires d'Afrique. Mais toutes les personnes que nous avons interrogées en conviennent : l'obligation faite aux couples qui s'inscrivent à la maternité de signer ce document a aplani bien des problèmes. Quand la règle est claire, elle est plus facilement admise par tous. « Ce constat nous amène à regretter que la République laïque se montre encore trop accommodante avec les personnels soignants », conclut Guylain Chevrier, le formateur, juriste de formation.